

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE SECTION DE LA RÉGION AMÉRIQUE

La Conférence des Présidents de section de la Région Amérique de l'AIFLF s'est réunie à Mont-Carmel à l'Île-du-Prince-Édouard, le 16 août 1996. Les sections représentées lors de cette Conférence étaient les sections du Canada, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de la Louisiane, d'Haïti et du Québec. Le président de l'AIFLF, M. Bruno Amoussou, ainsi qu'un représentant de la Région Europe, assistaient aussi à cette Conférence.

M. Jean-Pierre Charbonneau, président de la Conférence des Présidents de section, vice-président de l'AIFLF et président de l'Assemblée nationale du Québec, présidait cette rencontre visant à faire le point sur les activités de la Région Amérique de mars 1996 à juillet 1996.

Après avoir invité chacun à se présenter, M. Charbonneau a cédé la parole à M. Bruno Amoussou, président de l'AIFLF. Ce dernier a tenu à remercier la section hôte pour cette session de l'Assemblée régionale Amérique qui coïncidait avec la fête des Acadiens. Il a souligné le défi de taille pour la Région Amérique de l'AIFLF que représente sa situation dans un monde anglophone. Il a souligné aussi l'importance du rapport de M. Bernard Richard, chargé de mission Amérique, sur la mission Haïti - Sainte-Lucie qui montre les suivis à faire.

M. Étienne Knoops, représentant du chargé de mission Europe, M. Philippe Charlier, prit aussi la parole pour saluer le dynamisme de la Région Amérique, région en contact avec la puissance anglo-saxonne devant laquelle elle doit imposer sa présence. Il exprima le souhait qu'une collaboration entre deux régions puisse se développer afin de régler certains problèmes que ce soit une coopération Europe-Amérique, Europe-Afrique ou Amérique-Afrique.

M. Charbonneau reprit la parole afin de saluer M. Jean-Robert Gauthier, premier vice-président de l'AIFLF et président de la section canadienne, et de souligner son courage devant la maladie.

M. Charbonneau fit un compte rendu des points saillants de la XXIIe Session ordinaire de l'AIFLF tenue à Antananarivo (Madagascar) en juillet 1996. Il rappela qu'une partie de ces travaux avait été occupée par la place de l'AIFLF dans l'institutionnel francophone et par l'importance qu'il y ait un secrétariat de la Francophonie.

Les rapports des commissions ont également été soumis à l'approbation de l'Assemblée. À la Commission politique et de l'administration générale, il a été question de la place de l'AIFLF dans le dispositif institutionnel. On y a discuté de la possibilité de créer un espace économique francophone intégré, non basé sur la proximité géographique mais sur la culture. On y a aussi discuté de la prévention et du règlement des conflits. La capacité d'intervention de l'AIFLF en ce domaine pourrait s'accroître. À la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles, on a abordé notamment les sujets suivants : le français dans les organisations

internationales et la présence de la langue française dans les réseaux informatisés. À la Commission des affaires parlementaires, on a traité, entre autres, des droits économiques, sociaux et culturels dans l'espace francophone, des immunités parlementaires, du financement des partis politiques et dans quelle mesure ceci facilite l'accès au processus démocratique. À la Commission de la coopération et du développement, on a discuté de l'évolution des politiques d'aide publique au développement et du rôle des organisations non gouvernementales.

Une résolution proposant le soutien de l'AIPLF à la Conférence parlementaire des Amériques a aussi été adoptée à Madagascar.

Le chargé de mission a ensuite fait rapport sur les activités de la Région Amérique de mars à juillet 1996. M. Bernard Richard a fait un compte rendu de la réunion de la Conférence des Présidents de section du 30 mars 1996 en insistant sur le fait que les présidents de section se sont engagés à faire des représentations afin que les gouvernements de la Francophonie fassent une place plus significative aux représentants élus de leurs populations respectives. Il a aussi rappelé qu'une mission régionale avait eu lieu en Haïti et à Sainte-Lucie, du 31 mars au 6 avril 1996. Cette mission voulait exprimer la solidarité des parlementaires francophones d'Amérique à l'endroit du processus de démocratisation en Haïti. À la suite de cette mission, il a été convenu de reconstituer, à la demande des présidents des deux Chambres de l'Assemblée nationale haïtienne, une section haïtienne de l'AIPLF. Le Parlement de Sainte-Lucie a aussi décidé de se constituer en section de l'AIPLF.

Un séminaire d'information et d'échanges parlementaires a eu lieu à Maurice du 20 au 22 avril 1996. Les conférenciers de la Région Amérique étaient M. Jean-Camille DeGrâce (Nouveau-Brunswick) et M. Bernard Grandmaître (Ontario).

M. Richard a aussi présenté les autres activités, comme les missions d'observation d'élections (aucune n'a eu lieu depuis mars 1996), les activités de représentation (entre autres La Dictée des Amériques et la 21^e Assemblée générale annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadienne où il a prononcé un discours), et le fonctionnement interne du secrétariat régional.

M. Bernard Richard a ensuite présenté le rapport de la mission de la Région Amérique qu'il dirigea en Haïti et à Sainte-Lucie du 31 mars au 6 avril 1996. La délégation était aussi composée de M. André Boulerice, président délégué de la section du Québec, de M. Michel Dupuy, membre du Comité directeur de la section canadienne, et de Mme Marie-Hélène Bergeron, secrétaire administrative régionale. La mission régionale poursuivait cinq objectifs principaux :

- 1- exprimer la solidarité des parlementaires francophones d'Amérique à l'endroit du processus de démocratisation en Haïti;
- 2- promouvoir l'apport de l'AIPLF à la consolidation des institutions parlementaires et au renforcement des processus de démocratisation en Haïti;

3- susciter la reconstitution d'une section haïtienne de l'AIPLF;

4- faire part des cinq programmes de coopération parlementaire de l'AIPLF;

5- identifier les besoins en matières parlementaires en vue d'éventuelles initiatives d'aide bilatérale entre l'Assemblée nationale d'Haïti et les Assemblées du Canada, du Nouveau-Brunswick et du Québec.

Les principaux résultats de la mission sont les suivants :

les présidents des deux Chambres de l'Assemblée nationale haïtienne ont pris la décision de reconstituer une section haïtienne de l'AIPLF et ils ont fait parvenir une lettre à cet effet au président de l'AIPLF;

le Président du Sénat s'est dit intéressé à participer à la XIIIe Session de l'Assemblée régionale Amérique à l'Île-du-Prince-Édouard, en août 1996.

Une lettre de reconstitution de la section à l'AIPLF et de désignation du nouvel exécutif a été expédiée au président de l'AIPLF par le Président du Sénat. Ce dernier a été invité à participer à la XIIIe Session de l'Assemblée régionale Amérique. Il a également été invité aux Parlements du Nouveau-Brunswick, du Québec et du Canada. M. Richard a demandé que les arriérés de cotisations de la section haïtienne soient radiés. Chaque membre de la délégation était invité à effectuer des démarches auprès de son Parlement et de son gouvernement pour entamer des initiatives d'aide bilatérale avec Haïti.

Lors de la mission à Sainte-Lucie, les objectifs étaient de sensibiliser les parlementaires francophones et francophiles de Sainte-Lucie à l'existence de l'AIPLF, au bien-fondé des objectifs qu'elle poursuit, à ses réalisations, et d'élargir le nombre de sections membres de l'AIPLF par la formation d'une nouvelle section à Sainte-Lucie. Les objectifs ont été atteints.

Au cours de la discussion, M. Edgard Leblanc, président du Sénat haïtien, a souligné que, suite à la mission, des actions ont été engagées. L'aide demandée concerne particulièrement l'enregistrement des débats, la rédaction des procès-verbaux ainsi que les minutes. Des experts sont aussi allés en Haïti pour l'établissement de centres de documentation et d'archives.

M. Leblanc a aussi informé l'Assemblée de la nécessité de changer le cadre juridique en Haïti, de l'urgent besoin de spécialistes en rédaction législative afin de rédiger rapidement des lois permettant la réforme juridique faisant avancer le cadre démocratique en Haïti.

M. Charbonneau a rappelé qu'une concertation est nécessaire quant à l'aide à apporter en Haïti. Un suivi à cet effet a d'ailleurs été demandé au chargé de mission.

Le chargé de mission a rappelé aux participants de la Conférence que le site Internet de la région Amérique de l'AIPLF serait inauguré au début des travaux de la XIIIe Session de l'Assemblée régionale Amérique. De plus, on a souligné l'importance du suivi des résolutions.

Le sénateur Gauthier a ensuite traité du Bulletin régional. Il a insisté sur la nécessité de couper les dépenses engendrées par le Bulletin, qui se retrouvera sur Internet. Il suggéra d'imprimer un moins grand nombre d'exemplaires. M. Bernard Richard en assurera la coordination.

M. Robert Maddix, président de la section de l'Île-du-Prince-Édouard de l'AIPLF, a ensuite rappelé le programme de la XIIIe Session de l'Assemblée régionale Amérique de l'AIPLF.

En terminant, le chargé de mission Amérique, M. Bernard Richard, a donné un bref aperçu du plan triennal de la Région Amérique, du plan de communication triennal, du bilan des revenus et dépenses du Fonds de solidarité régional Amérique et des prévisions budgétaires révisées pour 1996-1997.

Marie Tanguay
Secrétariat de la Région Amérique de l'AIPLF